Aline Wavreille, chargée de communication de la Ligue des droits humains

Récolter des preuves de crimes de guerre pour faire reculer l'impunité

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la guerre en Ukraine entre bientôt dans son quatrième mois. Après avoir bombardé régulièrement plusieurs villes du pays, la capitale, Kiev, mais aussi l'Est et le Sud de l'Ukraine, l'armée russe se concentre désormais sur la région du Donbass. La ligne de front serpente de Kherson à Kharkiv. Et les civils ukrainiens paient un très lourd tribut à ce conflit. Sur leur passage, les armées belligérantes, et en particulier l'armée russe, commettent des exactions et des crimes de guerre que les associations de défense des droits humains s'échinent à documenter. Comment récolter des preuves dans ce contexte ? Comment s'organiser sur le terrain ? Quelles sont les priorités ? La LDH a souhaité recueillir quelques échos du champ de bataille en donnant la parole à l'une de ses associations sœurs, membre de la FIDH, le Center for Civil Liberties[1].

Sur son fil Twitter, les publications sur la guerre en Ukraine s'égrènent depuis le 24 février dernier. Oleksandra Matviichuk, 38 ans, directrice de l'association « Center for Civil Liberties » y partage des photos du siège de l'usine d'Azovstal à Marioupol, des photos d'exactions dans la région de Kiev occupée un temps par l'armée russe mais aussi des récits de résilience, avec par exemple, ces clichés d'une artiste qui transforme les impacts de balles en fleurs, à Boutcha.

Une association très implantée partout en Ukraine

Cette défenseuse des droits humains qui a refusé de quitter le pays multiplie aussi les interventions sur les chaînes télévisées comme CNN ou la BCC pour témoigner de ces crimes de guerre et éviter le huis clos sur ce conflit. Son ONG, « le Centre pour les Libertés civiles », est en première ligne et très implantée dans le pays depuis 2013 et dans les manifestations ayant conduit à la révolution de Maïdan.

« *Quand l'invasion russe a commencé, on a réactivé le réseau de l'association Euromaïdan SOS, une association de volontaires dont l'objectif était de fournir de l'assistance juridique aux victimes de la répression des manifestations de 2013 à Kiev et ailleurs. Ces volontaires sont donc venu·e·s gonfler nos rangs et notre association compte aujourd'hui des centaines de personnes, à travers le pays. Il ne s'agit pas seulement d'avocat·e·s mais aussi des citoyen·ne·s 'ordinaires'* ». Ce contexte de guerre n'est pas étranger au Centre pour les Libertés civiles : après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, la guerre du Donbass a suivi.

Malgré tout, Oleksandra Matviichuk explique que « *c'est impossible de se préparer à la guerre, parce que la guerre est tout simplement inhumaine. Elle ne viole pas seulement les droits humains, elle ébranle aussi votre quotidien* ».

1 La volonté de la LDH était d'également donner la parole à une organisation sœur basée en Russie, mais les autorités russes ont décidé de dissoudre celle-ci, l'ONG Mémorial… (voir https://www.fidh.org/fr/regions/europe-asie-centrale/russie/dissolution-hrc-memorial-confirmee-en-appel).

« Ce dont les gens ont d'abord besoin, c'est de survivre »

Ce qui est certain, c'est que la guerre bouscule aussi les priorités des associations qui militent pour les droits humains. Si avant 2014, les violences policières, le plaidoyer pour une meilleure gouvernance, et pour une meilleure justice occupaient pleinement les équipes, depuis février, il s'agit d'apporter de l'aide aux Ukrainien·ne·s dans le besoin. « *Nous ne menons plus seulement un travail classique autour des droits humains, comme avant. Parce que, pendant la guerre, ce dont ont besoin les personnes, c'est de survivre. Avec Euromaïdan SOS, nous avons ouvert un call center pour aiguiller les personnes vers les centaines d'initiatives qui existent à travers le pays. Que ce soit pour des questions de santé, d'évacuation, de logement, de logistique, etc. Les personnes nous appellent et nous les mettons en contact avec l'initiative la plus proche de chez elles. C'est un peu loin de nos prérogatives, mais c'est essentiel. La priorité, c'est de survivre et puis de protéger les droits* ».

Récolter des preuves, des témoignages, les analyser ensuite

Parallèlement à cette aide humanitaire, le Centre pour les Libertés Civiles documente aussi les crimes de guerre. Récolter des preuves : des témoignages, des photos, des vidéos. Les conserver et dans un second temps, les analyser. Pour ce travail, l'association s'appuie donc sur des avocat·e·s professionnel·le·s dont c'est le métier, mais aussi, sur ces citoyen·ne·s volontaires. Ce réseau citoyen permet au CLC de couvrir une bonne partie du territoire ukrainien, même les régions sous occupation russe. « *Nous avons vraiment simplifié la méthodologie pour que chacun·e puisse récolter ces preuves. Nous nous focalisons sur des témoignages directs de victimes, de témoins, concernant tous types de crimes de guerre. En ce moment, de nombreux témoignages nous parviennent depuis les zones qui ont été bombardées : des bombardements délibérés sur des bâtiments résidentiels, sur des écoles, des crèches, des églises, des structures civiles. Sont documentées également des attaques contre le personnel médical, les hôpitaux, les civils, des attaques survenues lors d'évacuations, des enlèvements. Des personnes sont détenues, torturées. Des violences sexuelles sur des civil·e·s sont aussi commises par les troupes russes* ».

Il faut aussi rajouter à tous ces matériaux, les informations obtenues en « open source » qu'il faut vérifier, notamment en envoyant différentes équipes sur le terrain, lorsqu'il est possible de le faire, que les conditions de sécurité sont réunies. « *Je ne peux pas vous dire combien de témoignages nous avons déjà récoltés, parce que c'est un processus dynamique, mais je sais que nous en aurons beaucoup au bout du compte, parce que ce n'est pas accidentel : la Russie utilise les crimes de guerre comme technique de guerre. (…) Pour le moment, nous n'avons pas le temps de réaliser une analyse appropriée pour reconstituer la chaîne de commandement. Mais dans le futur, nous serons capables d'identifier les auteurs concrets de ces crimes, pas seulement les soldats russes sur le terrain de guerre mais aussi au niveau le plus haut. Et quand nous serons à cette étape, la Russie pourra s'inquiéter* ».

Faire reculer l'impunité

En réalisant ce travail de fourmi, le Centre pour les Libertés civiles poursuit deux objectifs. Premièrement, ces preuves récoltées serviront à la justice internationale et nationale. « *Le problème, c'est que la Cour pénale internationale se concentrera seulement sur 'certains épisodes' de crimes de guerre. Cela signifie que des dizaines de milliers de crimes de guerre seront de la responsabilité de la justice nationale. C'est évidemment un problème important pour nous parce que nous savons que notre système national n'est pas efficace. Et d'ailleurs, même le système le plus efficace du monde ne pourrait pas répondre à un défi pareil. C'est pour cela que nous réfléchissons à plusieurs dispositifs, par exemple celui d'un tribunal international hybride.*

C'est vraiment primordial que la justice soit rendue pour toutes les victimes de guerre ».
Il existe six juridictions hybrides – au sein desquelles siègent des magistrats internationaux et nationaux. Le Tribunal « Khmers rouges » a par exemple été créé suite à un accord conclu en 2003 entre le gouvernement du Cambodge et le Secrétaire général des Nations Unies. Ce tribunal a par exemple condamné à une peine de prison à perpétuité l'ancien chef de camp surnommé « Douch ». Durant les années 70, il a dirigé la prison centrale de Phnom Penh où 15 000 personnes ont été torturées avant d'être exécutées par les Khmers rouges. Autres exemples : le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, les chambres spécialisées pour le Kosovo ou encore le Tribunal spécial pour le Liban.

« *L'autre objectif que nous poursuivons avec cette récolte de preuves – et cet objectif est évident quand on est sur le terrain – est de faire cesser ces atrocités maintenant. Nous savons que ce que nous pouvons documenter aujourd'hui, avec nos équipes mobiles à Boutcha et d'autres endroits, se répète ailleurs, dans le pays. Il faut faire cesser ces crimes de guerre maintenant et ne pas attendre une justice future* ».

Le Centre des Libertés civiles coopère avec de grandes associations humanitaires ou de défense des droits humains, comme Human Rights Watch et Amnesty International. « *Nous leur facilitons les contacts sur le terrain. C'est très important pour nous que ces organisations aient une vue très fine de ce qui se passe ici en Ukraine, qu'elles travaillent sur des enquêtes efficaces, parce que leur plaidoyer a de l'impact. Leurs voix sont entendues dans le monde* ».

UNE BATAILLE CIVILISATIONNELLE

Un monde qui jusqu'ici reste sourd aux appels de l'Ukraine, selon Oleksandra. Ce qu'il faut, ce sont des armes, répète-t-elle sur Twitter et sur les autres canaux de communication, ainsi qu'un embargo sur le pétrole et le gaz russe. Elle voit dans cette guerre, une guerre de civilisations : « *Ce n'est pas juste une guerre entre l'Ukraine et la Russie. C'est une guerre entre deux modèles de gouvernance de la société, un modèle autoritaire et un modèle basé sur la démocratie, l'État de droit et le respect des droits fondamentaux. Nous demandons une solidarité collective : l'exemple ukrainien aura un impact énorme sur toute la région et pas seulement sur les anciennes républiques soviétiques. C'est une bataille civilisationnelle et tous les acteurs qui croient en la liberté et en la démocratie doivent intervenir* ».

NOUS N'AVONS PAS D'AUTRES OPTIONS...

Oleksandra Matviichuk, cette avocate d'une trentaine d'années, a reçu plusieurs prix ces dernières années pour le travail de défense des droits humains mené par son association en Ukraine. Quand on lui demande comment elle traverse ces évènements, elle raconte : « *Au début, je pense que j'étais dans un coma 'émotionnel', je ne savais plus penser ni dormir. Je dormais à peine 4 ou 5 heures par nuit. Maintenant que nous avons compris que ce serait une longue guerre, j'essaie de mieux équilibrer les choses, de dormir pour garder des forces pour la bataille. Émotionnellement, c'est devenu plus difficile, parce que nous travaillons avec la souffrance des gens. C'est difficile, même pour moi qui ai de l'expérience - je documente les crimes de guerre depuis 8 ans. Mais nous n'avons pas d'autres options* ».